

ments. Malheureusement, dès qu'on aura conclu l'entente, puisqu'une agence d'éducation sera en mesure de payer les documents, les autres organismes du genre ou les personnes qui se rassemblent dans les centres communautaires et dans les sous-sols d'église pourront difficilement se les procurer. Ce sont des documents que, jusqu'à présent, on pouvait obtenir gratuitement et qu'en tant qu'organisme d'intérêt public, nous désirions que la population obtienne gratuitement. Le présent Comité qui étudie actuellement les moyens dont dispose la collectivité pour améliorer son sort devrait se préoccuper de la commercialisation des documents à Radio-Canada et de la politique de louage des films à l'Office national du film.

M. Markle: Permettez-moi de vous donner un exemple. Dans le syndicalisme, mon travail consiste à dispenser tous les renseignements possibles aux travailleurs du pays. J'envoie continuellement de la documentation écrite et des films sur demande. A cause de l'augmentation des frais de poste et d'impression et parce qu'à cela s'ajoute maintenant les frais de louage des films que nous obtenions auparavant gratuitement, nous avons dû diminuer nos envois; aujourd'hui, nous ne faisons plus que la moitié du travail que nous accomplissions auparavant pour aider les personnes qui ont besoin de consulter ce genre de documents.

Le président: Vous devez brandir cet argument avec précaution: c'est une arme à deux tranchants.

Le sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): J'avais noté que je traiterais de l'éducation des consommateurs, mais je vais laisser le sujet de côté pour l'instant. Je laisse aussi à quelqu'un d'autre le soin de traiter de la discrimination à la Main-d'œuvre. Je voudrais plutôt parler de l'enseignement, en particulier de l'enseignement professionnel. Dans la plupart des mémoires qu'on nous a présentés, on rejetait le blâme sur l'insuffisance de la formation ou l'absence de formation. Au cours des dix dernières années, le pays a dépensé plus d'un milliard à la construction d'écoles de métiers dans toutes les provinces. On a dépensé un autre milliard pour des instituts de technologie. Le transport d'écoliers existe à l'échelle du pays. Même dans les endroits les plus éloignés, les autobus scolaires sont remplis d'étudiants qui se rendent à l'école; on ne peut distinguer le pauvre du riche; ils sont tous habillés de la même façon, mangent à la même cafétéria le midi et ont tous les mêmes livres. Dans les écoles de métiers on dispense la formation dans tous les métiers, à tous les niveaux. Où avons-nous erré? Qu'est-ce qui fait défaut? J'aimerais qu'on me réponde.

M. Markle: De combien de temps disposons-nous? Certes, ce que nous avons accompli était très louable, mais il aurait fallu y voir plus tôt. Il nous a fallu dépenser des sommes énormes et faire de l'enseignement une priorité parce que notre pays avait négligé le problème au cours des cent premières années de son histoire. Au départ, il était plus rentable pour le Canada d'attirer les compétences et les talents des autres pays, plutôt que de développer ceux de notre population. A cet égard, nous avons exploité notre propre collectivité. On n'a qu'à consulter la liste des chômeurs de l'époque pour comprendre ce qui s'est produit. Le Canadien de naissance était journalier ou praticien. Il n'y avait pas de travailleur semi-spécialisé ou spécialisé né au Canada; on les faisait venir de la Grande-Bretagne ou de l'Europe continentale. Tout à coup, on s'est rendu compte que la population changeait, qu'on était en train de la reléguer au rang de chômeurs. De toute évidence, il fallait faire quelque chose.

Certes, de plus en plus de jeunes profitent des programmes d'études. Il y a plus de jeunes qui fréquentent nos institutions d'enseignement qu'auparavant. Il y a aussi plus d'adultes, plus de personnes qui ont passé l'âge de la fréquentation scolaire qui retournent dans les maisons d'enseignement pour se recycler et prendre part à la vie scolaire, de façon suivie ou non. C'est magnifique et c'est ce qu'il nous faut faire. Mais il ne suffit pas d'avoir des maisons d'enseignement et des places pour les étudiants. Le programme doit s'adapter aux problèmes de la vie, aux réalités que les étudiants affronteront quand ils quitteront les maisons d'enseignement et iront dans le monde. Depuis les débuts, les écoles secondaires et les universités se sont quasi uniquement préoccupées de l'enseignement des humanités. Depuis dix ou quinze ans, on met l'accent sur l'enseignement des techniques. Ce qui concentre bien des énergies sur les besoins de la société et de l'économie; à mon avis, c'est un signe de progrès.

Le sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): Pour moi, ce n'est pas si évident. Je viens du Nouveau-Brunswick. Nous avons plusieurs écoles, mais un nombre limité d'industries. Nous formons chaque année une bonne quantité d'électriciens, de plombiers, de menuisiers et autres travailleurs; ils quittent l'école avec leur certificat de compétence et une bonne connaissance du métier. Ce qui n'en fait pas des spécialistes, mais ils ont pris de l'expérience tout en suivant leur cours. Par la suite, ils constatent qu'ils ne peuvent se trouver de travail et qu'ils doivent se rendre aux États-Unis. Il y a bien des emplois qui les attendent dans les États de la Nouvelle-Angleterre, dans le Connecticut, l'État